



Economie sociale
Des porteurs d'initiatives
Publication associée au documentaire
de Philippe Latinis, Pierre Timmermans
et Marie-Anne Muysshondt

CDGAI

Centre de Dynamique des Groupes et d'Analyse Institutionnelle asbl

Publication pédagogique d'éducation permanente



C.D.G.A.I.

Economie sociale **Des porteurs d'initiatives**

Publication associée au documentaire
de **Philippe Latinis, Pierre Timmermans**
et **Marie-Anne Muyshondt**

Concept et coordination
Marie-Anne Muyshondt - CDGAI

Collection Mobilisation sociale - 2015

Éditrice responsable : Chantal Faidherbe
Présidente du C.D.G.A.I.
Parc Scientifique du Sart Tilman
Rue Bois Saint-Jean, 9
B 4102 - Seraing - Belgique

Graphisme : Le Graphoscope
legraphoscope@gmail.com

MOBILISATION SOCIALE



Les publications pédagogiques d'éducation permanente du CDGAI

La finalité de ces publications est de contribuer à construire des échanges de regards et de savoirs de tout type qui nous permettront collectivement d'élaborer une société plus humaine, plus «reliante» que celle qui domine actuellement. Fondée sur un système économique capitaliste qui encourage la concurrence de tous avec tous et sur une morale de la responsabilité, notre société fragilise les humains, fragmente leur psychisme et mutile de nombreuses dimensions d'eux-mêmes, les rendant plus vulnérables à toutes les formes de domination et oppression sociétales, institutionnelles, organisationnelles, groupales et interpersonnelles.

La collection Mobilisations sociales (comme issues possibles aux injustices)

Elle propose des regards pluriels sur des pratiques de luttes et de mobilisations collectives portées par des citoyens en recherche d'une démocratie plus juste. Elle vise à nourrir notre réflexion et notre esprit critiques au sujet de fonctionnements qui nous paraissent aller de soi. Donner à voir des évidences dans la déconstruction de nos schémas de lecture et présenter des alternatives perçues comme plus pertinentes, telles sont les ambitions de cette collection.

CONTEXTUALISATION ET NOTE D'INTENTION

La collection Travail en action propose divers outils d'analyse critique du «travail». En complément à cette approche, le présent outil est publié dans la collection Mobilisations sociales. Il est en lien avec un documentaire accessible gratuitement sur cdgai-tv. Ce livret reprend le contenu des entretiens oraux ainsi que des pistes d'informations complémentaires au thème de l'économie sociale (bibliographie, site internet, etc).

PUBLICS VISÉS

◆ Acteurs et actrices de l'animation, de l'éducation, de l'enseignement, de la formation, des soins de santé, de la culture, du social, de la prévention, de la sécurité ; de l'accompagnement psychologique, social et psychosocial ; de la coordination, de l'encadrement institutionnel.

MOBILISATION SOCIALE

SOMMAIRE

Introduction	7
Intervenants	8
Aide au financement	11
Agences conseils	15
Les Projets d'économie sociale	18
Privé et/ou public ?	27
Ressources pour prolonger la réflexion	31

MOBILISATION SOCIALE

INTRODUCTION

Cette publication donne la parole à des porteurs d'initiatives en économie sociale, engagés dans la mise en œuvre d'alternatives à diverses problématiques sociétales. Que ce soit au niveau alimentaire, environnemental, économique, organisationnel, artistique, démocratique, ces tentatives mobilisent des travailleurs rémunérés ou bénévoles, dans des formules de travail fondées sur le fonctionnement collaboratif et contributif, la recherche de sens, la démocratie participative, l'articulation entre des initiatives citoyennes et les politiques publiques... plutôt que sur la compétition, la primauté au profit, l'individualisme, le désinvestissement de l'État, qui constituent le modèle dominant.

Elle est associée à un documentaire (cdgai-tv). Ce livret illustre la retranscription des entretiens oraux et comporte également des pistes d'informations complémentaires (bibliographie, site internet, etc).

Plusieurs intervenants provenant d'horizons divers illustrent par leurs témoignages des expériences d'économie sociale en cours de développement : Christian Jonet présente le projet des Compagnons de la Terre, une nouvelle société coopérative d'économie sociale ; Yvonick Thiriart celui de La Bourrache, une entreprise de formation par le travail (EFT), Marc Mourra celui du Comptoir des Ressources Créatives (une association sans but lucratif) ainsi que celui de la DYNAMO COOP, également une nouvelle coopérative d'économie sociale.

Des interviews de personnes-ressources complètent cette balade exploratoire en éclairant les fondements et enjeux principaux qui traversent les différents projets de l'économie sociale, tout en rappelant leur grande diversité : celles de Flora Kocowski responsable des investissements à la société wallonne d'économie sociale marchande (SOWECSOM) ; de François Moens coordinateur de l'agence conseil en économie sociale PROPAGE-S et de Bruno Frère, chercheur qualifié FNRS et sociologue.

DOCUMENTAIRE ASSOCIÉ À CE LIVRET

Economie Sociale - Des porteurs d'initiatives (CDGAI-TV)

<https://www.youtube.com/watch?v=Av4YLyP0Paw>

Décembre 2015

INTERVENANTS

BOURRACHE

Yvonick Thiriart, formateur maraîcher
Christophe, Paul Emile, Olivier, stagiaires
Djemal, travailleur

COMPAGNONS DE LA TERRE

Christian Jonet, président
Anne Scheuer, responsable communication du groupe de travail «communication»
Baudewijn Laugs, architecte du Domaine du Cortil, Blégny
Benoît Noël, agriculteur, producteur associé à la coopérative CDLT
Joël Ruth, maraîcher, producteur à Eben-Emael, partenaire de la Ceinture Alimentaire Liégeoise
Raphaëlle Koninckx, auto-cueillette
Stéphanie Charles, responsable de la commercialisation

COMPTOIR DES RESSOURCES CRÉATIVES et DYNAMO COOP

Marc Mourra, administrateur
Alice Famerie, restauratrice de meubles et écodesigner
Anne-Sophie Vanhalle, costumière
Antonio Garcia Gomez et Gaëlle Hardy, réalisateurs, Collectif à Contre jour
Caroline Caucheteur, coordinatrice St LéonArt
Christian Wouters, dessinateur
Benjamin Dupuis et Jérémy Joncheray, designer graphiques, Signes du Quotidien
Hugo Vandendriessche, coordinateur du Comptoir des Ressources Créatives
Laurent Gelise, artiste du Collectif Microfolies
Suzanne Pavc, dessinatrice
Yves Wathelet, coordinateur de Pignon Express asbl

ECOTOPIA

Geoffrey Delen, Laurence Jacquemin et Sandrina Leitreira,
bénévoles

PROPAGE-S

François Moens, coordinateur

SOWECSOM

Flora Kocovski, responsable des investissements
Bénédicte Lesuisse, conseillère en investissements

UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Bruno Frère, sociologue, chercheur qualifié FNRS

MOBILISATION SOCIALE

AIDE AU FINANCEMENT

Qu'est-ce que la Sowecsom et quelles sont ses missions ?

Flora Kocovski

La Sowecsom est la Société Wallonne d'Économie Sociale Marchande, tout simplement. Elle a été constituée le 6 juillet 1995 par la S.R.I.W. (Société Régionale d'Investissement de Wallonie) en collaboration avec le Gouvernement de la Région wallonne et les organisations syndicales. Elle a pour mission de financer des projets d'économie sociale en Wallonie.

La Sowecsom aide à développer les projets d'économie sociale via leur financement selon trois axes.

Le premier : si l'entreprise respecte les critères de l'économie sociale et est en mesure de présenter un plan financier démontrant la viabilité de son projet. Dans ce cas, ce sera selon l'axe de l'économie sociale marchande. La SOWECSOM peut financer le projet en accordant un prêt modulable et sur mesure ou en renforçant les fonds propres par une participation au capital de l'entreprise.

Le second : imaginons que vous allez créer une société coopérative ou que votre société coopérative développe un nouveau projet, et pour autant que votre entreprise respecte les valeurs du modèle coopératif et que vous êtes en mesure de présenter un plan financier démontrant la viabilité de votre projet, ce sera le système BRASERO. La Région wallonne entend être proactive et attentive au tissu socio-économique wallon ; elle a ainsi décidé de soutenir la création de sociétés coopératives par le système BRASERO, un levier qu'elle a ajouté aux ressources de la Sowecsom. Les coopératives concernées par cette aide financière exercent leurs activités dans des domaines variés tels que la construction, l'informatique et le numérique, l'immobilier, l'environnement, le commerce équitable, la restauration, les services de proximité, le secteur agro-alimentaire, etc. Elles partagent les valeurs coopératives, notamment en matière de gouvernance.

À travers cette mesure, la Sowecsom apporte donc son soutien financier, sous forme d'intervention au capital ou tout autre forme de fonds permanents, à hauteur de 1€ pour 1€ de capital apporté par les coopérateurs privés.

Le troisième : vous êtes actif dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle et votre structure est agréée par la Région wallonne en tant que E.T.A (Entreprise de Travail Adapté), E.F.T (Entreprise de Formation par le Travail), O.I.S.P (Organisme d'Insertion Socio-Professionnelle), C.F.P (Centre de Formation Professionnelle) ou Initiative d'Économie Sociale d'Insertion reconnue par la Communauté germanophone. La Sowecsom pourra intervenir par des prêts destinés à financer des investissements. Par exemple : l'acquisition ou la construction de bâtiments de production (bureaux ou halls industriels) ; l'aménagement de bâtiments ; l'investissement en matériel de production ou à finalité didactique).

La SOWECSOM a été créée il y a une vingtaine d'années en réponse à un besoin, puisqu'on constatait sur le marché financier que les entreprises d'économie sociale ne trouvaient pas de réponses à leurs besoins de financement. C'est un mode d'entrepreneuriat peu compris en général par les organismes financiers traditionnels, donc les banques, qui en analysant des dossiers un peu particuliers, un peu alternatifs se méfiaient, se demandaient ce qu'était ce type d'entreprise et si c'était «sécuré» d'investir dans ce genre de projets. Il y a vraiment eu un besoin sur le marché d'avoir un outil de financement alternatif qui pouvait financer ce type d'entreprises un peu alternatives.

Pensez-vous que les coopératives sont en train d'apporter une alternative au système capitaliste dominant ?

Flora Kocovski

Les coopératives, ce n'est pas nouveau, ça existe depuis des dizaines d'années, voire des siècles. Je pense qu'il y a un regain d'intérêt aujourd'hui pour ce type d'entrepreneuriat, principalement en réponse aux différentes crises qu'on a connues ces dernières années, à la petite remise en question du système capitaliste pur et dur, avec une course à la productivité, à la croissance, au profit personnel...

Le système coopératif ou les principes de l'économie sociale peuvent répondre partiellement à un besoin, une volonté de changement de société, de mode d'entreprise, de valeurs. Ces projets sont une réponse qui n'est probablement pas unique, mais un premier pas en tout cas.

Bruno Frère

Je pense que ces initiatives sont réellement en train de réinventer une économie qui n'est pas une économie ultra-productiviste qui vise exclusivement la rentabilité financière pour les investisseurs. On a là, une réelle ré-invention de l'économie coopérative – on l'appelle aujourd'hui «sociale», on l'appelait «coopérative» au milieu du 19^e siècle –, qui remet en question à la fois les rapports salariés dans une entreprise puisque les travailleurs sont au même titre que les initiateurs, susceptibles de participer aux décisions. Les profits sont redistribués, on pose notamment la question de l'utilité sociale et écologique de ceux-ci. On pose également la question de savoir comment différents types de personnes sont susceptibles de contribuer au développement d'une activité économique, qu'elle soit, par exemple, paysanne ou artistique, sans pour autant viser la production d'une plus-value financière. On a là bel et bien aujourd'hui, quelque chose qui serait du côté de l'économie sociale et qui a, à mon sens, disparu pendant presque un siècle, alors qu'au 19^e siècle, elle construisait une véritable alternative au capitalisme, au moment où on l'appelait l'économie coopérative.

Quelles sont les spécificités d'une entreprise d'économie sociale par rapport au modèle «classique» ?

François Moens

Une entreprise d'économie sociale est une entreprise qui va répondre à quatre principes de base, qui sont en fait quatre principes d'éthique qui viennent du mouvement coopératif international et qui ont été déclinés dans un décret en Wallonie :

- ◆ la finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit ;
- ◆ l'autonomie de gestion ;
- ◆ le processus de décision démocratique ;
- ◆ la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.

Le premier principe est d'avoir une finalité de service à la collectivité. Ce sont des entreprises qui ont, comme toute entreprise, un objet social, une activité économique mais qui en plus, ont une finalité collective, qui peut être la sensibilisation à l'environnement, la remise à l'emploi de personnes... Elles ont une finalité qui va au-delà de la finalité économique et qui utilise celle-ci comme moyen pour atteindre un objectif que l'on dirait «plus noble» ou «plus social» au sens assez large du terme.

Le deuxième principe est l'autonomie de gestion.

Le troisième précise que ce sont des entreprises qui mettent en place un système de décision démocratique dans leur système de fonctionnement. Il n'y a rien qui dit dans les textes de loi ce qu'est concrètement ce système de décision démocratique, mais cela veut dire que ce sont des entreprises qui, dans leur façon de prendre des décisions, vont essayer d'écouter les différentes parties prenantes de l'entreprise. Pas seulement les gestionnaires, pas seulement ceux qui mettent du capital mais aussi les membres de l'assemblée générale, les membres du personnel. Je pense aux maisons de repos qui seraient structurées en économie sociale, elles vont beaucoup plus faire appel à un «conseil de résidents» pour prendre les décisions. L'enjeu est d'essayer de concerter l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise.

Le quatrième et dernier principe, c'est la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus. Cela veut dire que comme toute entreprise, le but c'est de gagner plus d'argent qu'on en dépense, sinon l'activité économique n'est pas viable. Mais toute la question, c'est de savoir ce qu'on va faire du bénéfice de la richesse produite. Dans une entreprise d'économie sociale, ce bénéfice produit va servir à améliorer les conditions de travail, à le pérenniser, à favoriser le développement personnel des travailleurs impliqués dans le projet plutôt que rétribuer des dividendes aux personnes qui ont mis du capital.

AGENCES CONSEILS

Pouvez-vous nous présenter Propage-s en tant qu'illustration d'une des agences conseils en économie sociale ?

François Moens

Propage-s a été fondée à l'initiative de la FGTB Wallonne. C'est l'une des agences-conseils en économie sociale agréées par la Région wallonne. Elles ont toutes pour objet social principal le conseil à la création et à l'accompagnement d'entreprises d'économie sociale dont la moitié au moins sont des entreprises marchandes. Nous recevons une subvention de la Région Wallonne qui souhaite développer l'économie sociale et qui, pour se donner les moyens de cette politique de développement, a mis en place divers dispositifs, comme cet agrément.

Je vais donc parler plus particulièrement de Propage-s que je connais bien puisque j'y travaille depuis plusieurs années. Notre agence est à la fois implantée à Charleroi, Liège et Namur et elle a donc pour objectif d'accompagner des projets d'économie sociale (principalement marchande) issues de coopératives (SCRL) et de sociétés à finalité sociale (SFS). Notre agence-conseil propose aussi ses services aux ASBL, pour autant qu'elles soient actives, ou comptent développer, un projet à finalité sociale. Nous intervenons dans tous les domaines nécessaires au développement d'une activité économique : l'aide à la gestion financière et comptable, que ce soit dans le cadre de l'élaboration de budget et de *business plan*, ou de la comptabilité générale, de l'analyse financière, mais aussi de la préparation du dossier crédit, des relations bancaires et des déclarations TVA et fiscales,...

Nous faisons également de la consultance en gestion de projet. Je veux parler des analyses préliminaires à l'élaboration du projet mais aussi de l'élaboration de plans de développement et de tableaux de bord, ainsi que de l'accompagnement et conseil en matière de partenariat, par exemple.

Au niveau des conseils juridiques et fiscaux, on peut notamment proposer des conseils pour la rédaction des statuts ou rédiger des conventions partenariales ou commerciales.

Et puis, il y a aussi un volet important, les relations institutionnelles, c'est-à-dire, la constitution et l'élaboration de dossiers de demande de subvention. On apporte des conseils en matière d'obtention d'aides publiques. Si elles sont obtenues, on peut accompagner, ou conseiller, au niveau de leur suivi. Parfois, on aide également les porteurs de projet lors de la présentation et de la défense du projet auprès des pouvoirs publics...

On est une Agence Conseil de 10 personnes à l'heure actuelle, qui sont à la fois des économistes, des juristes, des gestionnaires de projet et puis un coordinateur et une chargée de tout ce qui est administratif. Nous avons deux cibles différentes.

La première cible, ce sont les entreprises d'économie sociale qui existent déjà. Avec ces entreprises-là, on fait à proprement parlé du conseil et de l'aide à la carte. C'est en fonction de leurs besoins. Parfois, ils ont juste besoin de nous pour rédiger un règlement d'ordre intérieur, pour animer des réunions de travailleurs ou d'assemblée générale, pour modifier leurs statuts... On va fonctionner «au projet», leur apporter une aide parfois très ponctuelle, sur un point de détail et parfois une aide plus générale, comme remettre en place des outils de gestion. Là, on est sur des missions plus longues qui s'apparentent plus à de l'accompagnement.

La seconde cible, ce sont les nouvelles entreprises, les porteurs de projets, les entrepreneurs en économie sociale. Dans ces cas de figure, on est sur des processus beaucoup plus longs qui concernent d'ailleurs beaucoup plus souvent l'ensemble de l'équipe de Propage-s puisqu'on va accompagner les porteurs depuis le début, depuis l'idée, le pré-projet jusqu'à sa mise en place et ensuite, parfois, dans ses premières années de développement. Dans ce cas, on fonctionne de façon purement transversale, c'est-à-dire que chacun dans l'équipe amène sa compétence, au moment où il le faut, pour que le porteur puisse développer son projet. Dans ces missions-là, le premier et plus important travail, c'est l'ordonnancement des tâches. On est

face à des gens qui ont souvent plein d'idées, bouillonnants, très originaux, très créatifs, et la première chose, c'est de se poser les questions dans le bon ordre pour y répondre dans le bon ordre.

Nous allons donc voir avec eux quelles sont les priorités, les échéances, les choses à faire d'abord et celles que l'on peut reporter. On commence donc par ordonnancer les choses, puis on travaille avec l'équipe à organiser les interventions de chacun avec nos compétences. On nomme toujours un responsable dans l'équipe, qui coordonne le projet.

Une large part de nos moyens vient de financements publics. On a des projets financés par le Fonds Social Européen (FSE), des aides de la Région Wallonne, qui nous permettent d'accompagner des porteurs de projets gratuitement ou avec des coûts aussi faibles que possible. Notre argument, c'est que ce n'est déjà pas facile de porter un projet d'entreprise quand on est seul, très compétent, qu'on a un diplôme de gestion... Alors, dès qu'on se met à plusieurs et qu'il faut en plus gérer l'aspect collectif et toutes les inconnues qu'il y a derrière – parce qu'il n'y a pas grand chose de structuré en Wallonie pour créer des projets collectifs –, on veut pouvoir se donner le temps et se donner une certaine force de frappe pour accompagner les porteurs de projet sans que cela leur coûte ce que coûterait une société de consultance marchande. De ce fait, nous sommes structurés sous forme d'association sans but lucratif. Ce qui est intéressant, c'est que nous mettons continuellement beaucoup d'attention pour nous structurer nous-mêmes de façon très participative avec l'ensemble des collègues et des instances de l'asbl, pour mettre en place une dynamique en interne qui est celle que nous conseillons aux clients ou aux projets que nous accompagnons.

LES PROJETS D'ÉCONOMIE SOCIALE

Pouvez-vous nous présenter votre projet d'économie sociale ?

Marc Mourra

Le Comptoir des Ressources Créatives est une association «Pour les créateurs et par les créateurs». Fondée en 2011 à Liège, l'asbl offre des services matériels et immatériels aux créateurs et créatrices professionnels ou qui aspirent à le devenir.

Elle s'appuie sur leur expérience de terrain pour mettre en commun les ressources et les énergies afin de construire des solutions collectives, mutualistes ou coopératives qui respectent la singularité de chacun.

A partir de propositions émanant notamment de son assemblée générale pluridisciplinaire, elle propose des outils facilitant les processus de création, la mise en réseau des créateurs/trices et de leurs partenaires ainsi que la capitalisation des savoirs.

Dans un premier temps, ces services s'articulent en trois volets : la mise à disposition et la mutualisation d'espaces de création (le Magasin, place Vivegnis), l'organisation régulière de rencontres sectorielles et interdisciplinaires, ainsi que la circulation des informations utiles aux créateurs/trices.

Ensuite, nous avons lancé **DynamoCoop**, une coopérative également au service des créateurs et créatrices, dont le Comptoir des Ressources Créatives est co-fondateur. Notre premier appel public à l'épargne nous a permis de récolter suffisamment de fonds pour acquérir le n°13 de la rue Roture (ancien et mythique Cirque Divers) qui deviendra dans quelques mois un lieu de diffusion, d'échanges et de vie au service des créateurs liégeois, de leurs amis et de leurs publics. D'ici là, le Live Club y poursuit bien évidemment son activité et sa programmation de concerts et d'événements.

Il nous a également permis d'acquérir le Hangar Dony - à quelques encablures du Magasin - et d'y financer les travaux au terme desquels, sur plus de 1500m², ce sont près de 22 ateliers essentiellement collectifs ou mutualisés qui verront le jour, accueillant des activités et disciplines aussi variées que la lutherie, le re-design, la scénographie, la cuisine, la céramique, la sérigraphie, la régie, le travail du textile, du bois, la soudure... C'est le Comptoir des Ressources Créatives qui gère et anime le lieu : avec le Magasin, ce sont ainsi plus d'une quarantaine de créateurs qui sont accueillis au quotidien dans nos infrastructures. Il est toujours possible de nous rejoindre en devenant coopérateur mais aussi en nous proposant des services ou des coups de mains lors de nos chantiers participatifs ou encore nous rejoindre lors des différentes activités que nos occupants proposent.

Christian Jonet

Dans ce projet, l'idée est que les citoyens, «les mangeurs», se réapproprient leur alimentation. On sait qu'il y a une grosse crise de confiance par rapport à l'alimentation, par rapport aux chaînes qui sont de plus en plus longues et de moins en moins transparentes entre le producteur et le consommateur. Il y a aussi une grosse crise de confiance par rapport au système économique, au système financier, et ici, on essaye d'apporter une réponse un peu globale sur des modèles économiques alternatifs, sur du financement alternatif, et sur une réappropriation de notre alimentation.

Souvent, on propose aux citoyens de soutenir les producteurs locaux en étant simplement des consommateurs responsables. Dans ce projet, on va beaucoup plus loin, on propose aux mangeurs de s'investir directement dans la production de leur alimentation. Cela peut être par du financement direct en investissant leur épargne dans la coopérative.

Nous nous passons d'intermédiaires tels que les banques, en tout cas en partie. Ils peuvent aussi s'investir en tant que producteurs : se réapproprier les méthodes de culture.

Enfin, plutôt que d'aller chercher leurs légumes au supermarché, on propose aux gens de les récolter eux-mêmes sur le terrain.

Il n'y a pas de produit plus frais que ceux que l'on coupe soi-même. Ça crée beaucoup de lien social également. C'est un projet multifacette, il y a une dimension économique, écologique et une dimension sociale où on recrée des liens entre les gens, des liens de solidarité notamment.

Yvonick Thiriart

La Bourrache, c'est une entreprise de formation par le travail qui organise des formations en maraîchage biologique et en parcs et jardins pour les demandeurs d'emploi. On cultive plus ou moins deux hectares de légumes sur un terrain qui fait trois hectares. On vend nos légumes sous forme de «paniers» et aussi dans les différents magasins bios de Liège. Le public de stagiaires qu'on a est assez varié. Ce sont des gens qui ont différentes motivations, qui sont intéressés par les métiers verts, certains sont un peu poussés par l'Onem à trouver des formations, et certains sont vraiment intéressés par l'agriculture biologique. On a deux aspects, un qui est pédagogique, de formation, dont l'objectif est d'apprendre l'aspect technique des métiers, puis on a un volet socio-pédagogique où on va plus travailler sur les habitudes de travail, sur le fait de pouvoir se présenter à l'heure à la formation, d'avoir le savoir-être adéquat dans un milieu professionnel.

Marc Mourra

Le Comptoir est la suite d'une grande mobilisation citoyenne, à Liège, dans le cadre de l'attribution de la capitale culturelle européenne, où finalement tout un groupe de citoyens actifs dans les milieux culturels ont réussi à mobiliser la population pour aller voter dans le cadre d'une consultation populaire.

C'était en 2008, ce n'est pas récent. En contestant l'attribution truquée, ils ont finalement réussi à mobiliser plus de 20 000 personnes pour aller voter un dimanche matin.

À partir de ce moment-là, certaines personnes actives dans les milieux artistiques ou culturels à Liège, se sont dit que, non seulement, il y a avait du potentiel en termes de réactivité de la part de la population liégeoise et des milieux artistiques et créatifs, mais également que ces derniers avaient la capacité à se regrouper et à réfléchir entre eux à trouver des pistes de solutions pour faire évoluer leur situation professionnelle précaire.

L'idée de départ du Comptoir des Ressources Créatives a.s.b.l. a été de rassembler des artistes et des créatifs pour réfléchir ensemble, chacun apportant son expertise concernant son secteur. Nous avons proposé à des représentants de secteurs différents d'identifier leurs besoins spécifiques et d'imaginer des solutions collectives.

Quand on a identifié une «masse critique de besoins», c'est-à-dire, la somme de besoins qui se ressemblent et auxquels il est possible de répondre par une seule et même solution, on passe à la mise en œuvre de cette solution.

Ensuite, la coopérative DynamoCoop a été créée en vue de garantir et faciliter aux créateurs/trices l'accès aux infrastructures dont ils ont besoin pour développer, produire et diffuser leurs créations, et cela sur le long terme. Cette seconde initiative collective a donc pour vocation l'achat groupé de bâtiments destinés à accueillir, favoriser et diffuser le développement de projets artistiques et créatifs à Liège. Le financement de ces investissements repose sur un appel à l'épargne participatif et par un apport de capital public via le dispositif BRASERO de la Sowecsom.

DynamoCoop est une entreprise d'économie sociale, elle peut générer du bénéfice qui nous permettra d'acheter d'autres bâtiments encore. C'est aussi une coopérative qui défend une éthique de propriété collective, participative et solidaire, qui vise l'autonomisation, mais également les synergies, les échanges et le développement des activités professionnelles artistiques.

Il y a évidemment un objectif qui est de générer des économies d'échelle. C'est-à-dire qu'on ne travaille que sur des grandes infrastructures qui peuvent accueillir beaucoup d'activités, d'artistes et de créatifs, et c'est bien ça qui permet que les coûts soient réduits pour chaque usager de l'infrastructure. Mais l'autre intérêt du projet, c'est le «lien social». Nous sommes partis de l'hypothèse que dans ces grands espaces, cette multitude d'artistes allait se côtoyer et générer du décroisement, de l'ouverture, de la confrontation et progressivement, avec la confiance, de l'émulation, du partage, des synergies et à un moment, du partenariat productif, c'est-à-dire que les gens en viennent à travailler ensemble.

On veille à favoriser indirectement une dynamique pour briser l'isolement des différents artistes et créatifs, puisque ceux-ci étaient auparavant dans des activités où ils avaient aménagé un atelier chez eux et travaillaient de manière isolée. Dans le fait de mettre des grandes infrastructures en place, notre initiative est donc de «forcer» les artistes et les créatifs à se côtoyer. Dans la coopérative, à un niveau supérieur, c'est de «forcer» les diverses populations intéressées par la culture à se côtoyer, par exemple. Donc il s'agit bien de retisser, remailler des liens directs entre toutes ces populations qui ne se croisent pas nécessairement. Si on en revient à ce que j'expliquais tout au début, le Comptoir, c'est la même dynamique que Dynamo coop, c'est-à-dire, jouer un rôle de médiation entre des populations d'artistes, des administrations, des pouvoirs politiques, des entreprises commerciales. Ce sont des mondes qui ne sont pas habitués à discuter entre eux et à se comprendre.

Christian Jonet

Au départ, on a un peu navigué à vue. On a créé un forum ouvert qui est aussi, c'est un peu pompeux, un «dispositif d'intelligence collective», où on pose une question aux participants, (on avait 170 participants) des professionnels de l'alimentation mais aussi de simples mangeurs, on leur a demandé en début de journée : «quelle stratégie faut-il mettre en place pour, dans 25 à 30 ans, relocaliser, écologiser et démocratiser le système alimentaire liégeois ?».

Et ce sont les participants de ce forum ouvert qui en début de journée ont posé les questions. Ils ont dit, il faut «réfléchir à l'accès à la terre», «réfléchir à l'accès au financement», «réfléchir à la mutualisation des outils», etc. 42 ateliers se sont déroulés sur cette base-là et ont permis de construire une stratégie et d'identifier les principaux chantiers de la «ceinture alimentaire» et d'identifier les chaînons manquants dans la filière en circuit-court à créer. Presque deux ans après, ce qui s'est mis en place, on ne l'avait pas prévu.

C'est devenu une dynamique d'entrepreneuriat social, des coopératives pour la plupart à finalité sociale qui sont en train de se créer pour essayer de se réapproprier notre alimentation entre mangeurs et citoyens.

Je parle évidemment des Compagnons de la Terre, mais il y a plusieurs coopératives qui sont en train de se créer dans cet écosystème d'acteurs, que ce soit pour produire des variétés locales de semences biologiques, pour produire des champignons sur un substrat fait de marc de café récupéré dans l'Horeca liégeois, pour transporter l'alimentation à vélo, pour créer des activités de transformation alimentaire, pour créer des restaurants en circuit-court, un magasin participatif, ... donc une grande variété de projets qui ont finalement pour point commun de se développer sur un mode coopératif à finalité sociale, et c'est une communauté qui est en train de se créer avec beaucoup de liens entre tous ces projets-là, beaucoup d'entraide et de participation à la coopération.

Ce projet a plusieurs origines mais il part d'un constat. C'est que l'agriculture en Wallonie est en crise, on perd énormément d'emplois : 37 000 emplois perdus dans l'agriculture depuis le début des années 70. Sur la même période, les fermes grossissent, elles ont triplé de volume. Elles sont de plus en plus capitalisées, de plus en plus mécanisées. On n'a rien en soi contre la mécanisation, mais ce sont des méthodes de culture qui polluent les nappes phréatiques, avec des infiltrations de nitrates assez dommageables pour les terres et il y a de moins en moins de taux d'humus... Il y a toute une série de problèmes écologiques qui sont posés par cette forme d'agriculture qui en plus détruit les emplois.

Dans les multiples points de départ, il y a d'abord un projet concret qui a démarré à Comblain-au-Pont. On a essayé d'y installer des petits producteurs bio et on s'est rendu compte qu'il y avait des problèmes d'accès à la terre, aux ressources, aux outils, aux savoirs et aux savoirs-faire. On a alors décidé de lancer une recherche-action pour essayer de savoir comment on pourrait passer au-delà de tous ces problèmes-là. La réponse, c'était de créer une nouvelle coopérative qui aiderait justement à la mutualisation de tous ces aspects, serait de nature à permettre d'augmenter le taux d'installation de ce genre de petits producteurs.

La deuxième origine, c'est la Ceinture aliment-terre liégeoise . C'est un réseau d'acteurs qui s'est créé fin 2013, à l'échelle de la province, à la fois des producteurs mais aussi des acteurs divers : des citoyens, des groupes d'achats communs (GAC), des coopératives, des acteurs de développement territorial, des acteurs scientifiques de l'agro-écologie et de l'économie sociale, qui se sont demandés «comment fait-on pour mettre en place une stratégie à 25-30 ans pour vraiment relocaliser durablement la production alimentaire qui nourrit la province de Liège, pour l'écologiser et pour la démocratiser. Ça, c'est très important à deux niveaux. D'une part, parce qu'on se rend compte qu'il y a une dualisation croissante de l'accès à l'alimentation. Il y a l'alimentation bio pour les gens aisés et une espèce de malbouffe *low-cost*, pour les gens qui n'ont plus les moyens, ce qui nous pose problème. D'autre part, démocratisation, au sens aussi où il y a de plus en plus de concentration économique dans le secteur. Les grosses firmes font de l'intégration verticale, de la semence à l'assiette, notamment les multinationales. Cela pose un problème au niveau de la souveraineté alimentaire et puis, il y a une financiarisation incroyable des produits dérivés sur les denrées alimentaires. Des fonds d'investissement spéculatifs, et même les banques belges – ça a été prouvé par un rapport du CNCV – spéculent sur l'alimentation. Donc un moment, l'idée c'est de dire «ça suffit», et notamment «on va reprendre en main ce que l'on fait de notre argent. On va l'investir dans des projets qui ont du sens, qui permettent de créer des emplois locaux, décents, non dé-localisables, qui vont permettre aussi de maintenir et de redéployer une agriculture à taille humaine,

créatrice d'emplois, qui visent une certaine autonomisation, notamment vis-à-vis des prix et des marchés internationaux de l'alimentation en créant une relation de confiance et de proximité avec le mangeur.

On a différents groupes de travail, différents «cercles». Les membres, les coopérateurs, les sympathisants peuvent s'investir aussi dans la commercialisation, la communication, l'organisation des événements, devenir ambassadeurs. Il y a donc une réelle dynamique participative et coopérative qui est à l'œuvre.

Pour l'instant, on est tous bénévoles, mais dès l'année prochaine, on va créer trois premiers emplois avec l'objectif d'en créer une vingtaine à un horizon de cinq ans.

Concrètement, sur le terrain, on essaye vraiment de diminuer les intermédiations, notamment financière en permettant l'investissement direct dans le projet, mais aussi au niveau de l'accès à l'alimentation aussi. On a donc développé une formule qui a énormément de succès sur notre site de production à Tiff, sur le site d'Ecotopia, qui est «l'auto-cueillette». On propose aux gens du coin de venir avec leur petit couteau de cuisine et de venir eux-mêmes récolter les légumes qu'ils veulent manger. On a mis en place une signalétique avec des drapeaux rouges, des drapeaux verts, des drapeaux oranges pour indiquer aux gens les légumes qui sont prêts à être récoltés et ceux qui ne le sont pas. Avec des fiches techniques aux pieds des lignes de légumes, qui présentent celui-ci, ses particularités mais aussi comment on doit le cueillir, parce qu'il ne s'agit pas d'aller abîmer le site. Donc, on explique comment techniquement découper le légume, on permet ainsi aux gens de s'autonomiser et d'apprendre. Puis, ils vont eux-mêmes peser les légumes et payer. Il y a une petite boîte, une balance, c'est en toute confiance. De manière autogérée, les gens vont ainsi payer en calculant le prix grâce à une fiche où on a indiqué le prix de chaque légume, au poids ou à la pièce. Il n'y a personne pour contrôler, on fait confiance aux gens.

C'est assez amusant. Parfois, on voit qu'il y a du vandalisme sur les sites de maraîchage, et souvent, ce sont les sites les plus protégés, les plus barricadés qui vont avoir le plus de vandalisme alors qu'un site qui est extrêmement ouvert comme le nôtre, est fort respecté par les gens qui le fréquentent. Ça peut paraître paradoxal, mais c'est peut-être inhérent à la dynamique participative et coopérative.

Yvonick Thiriart

Trois personnes s'occupent de faire tourner l'EFT au niveau administratif et financier : une coordinatrice pédagogique qui s'occupe aussi du suivi psycho-social des stagiaires, un responsable financier et une aide administrative. Ce sont les trois personnes qui sont dans le bureau. À côté, on est trois formateurs : deux formateurs en maraîchage et un formateur en parcs et jardins. Et on a aussi sur le terrain, trois «articles 60» qui sont des personnes allocataires sociaux, détachées par le CPAS de Verviers, de Liège pour nous donner une aide au niveau de la production.

Dans l'équipe, on travaille à 4/5ème temps. Nous, les formateurs, on est sur le terrain la plupart du temps, sauf une demi-journée par semaine où on a une réunion de coordination à propos de la manière dont ça tourne. On peut aborder l'aspect pédagogique ou technique.

On a évidemment un conseil d'administration qui se réunit régulièrement pour prendre les décisions importantes. En général, on fonctionne de manière assez participative. On a assez peu, voire jamais de décisions qui viennent du haut et qui n'ont pas été discutées avec l'équipe. Au niveau de l'équipe, même avec la coordinatrice pédagogique qui s'occupe également de la coordination de l'équipe, c'est vraiment de la discussion, en général, et les décisions, quand elles sont prises, sont des décisions relativement unanimes au niveau de l'équipe.

Aller vendre notre production sur le marché local est vraiment très intéressant, parce qu'on peut avoir un contact direct avec les personnes, leur expliquer comment on travaille, c'est un peu plus facile de vendre des légumes qui sont un peu moins beaux parce qu'on peut leur expliquer que même s'il n'a pas l'allure

de ceux qu'on peut trouver dans les supermarchés, ils sont délicieux à cuisiner. Dans la vente par panier, la communication est parfois un peu plus compliquée, quand on a des retours, ils sont parfois un peu plus négatifs «mon chou-fleur avait des tâches», on a moins de contacts directs avec les gens.

PRIVÉ ET/OU PUBLIC ?

Avez-vous construit des liens entre cette initiative privée, citoyenne et les pouvoirs publics, politiques ?

Christian Jonet

Le projet ne se développait pas assez vite, et évidemment on ne peut pas avancer sans le politique. Donc, ce qu'on essaie, c'est de créer des impulsions mais aussi de travailler en collaboration avec le monde politique pour les développer. Par exemple, on travaille beaucoup avec les Agences de Développement Local. Il y a d'excellents projets qui se développent dans plusieurs communes. Par exemple, le Moulin de Ferrière à Héron, où on relance un moulin sur une base participative ; un projet du terroir du côté de Durbuy, dans lequel on va mettre en lien les producteurs et les restaurateurs locaux ; on peut parler aussi de projets sur Comblain-au-Pont où avec un relais de terroir, on va proposer des produits locaux et puis aussi, un projet pour favoriser la mise en place de maraîchers... On travaille en étroite collaboration avec ce genre de communes et d'Agences de Développement Local. Ça nous permet aussi de favoriser parfois l'accès à la terre. Il fait savoir que les communes et les CPAS notamment, sont détentrices d'un important patrimoine foncier, et donc, on va aller de plus en plus vers des collaborations qui vont nous permettre de soutenir des petits maraîchers. On voit évidemment beaucoup d'intérêt dans ces collaborations-là, mais il y en a d'autres. Le pouvoir politique et en tout cas le Service Public, mettent en place des choses qui permettent vraiment de développer des activités coopératives.

Par exemple, on peut parler des bourses de prêts activités de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, sur lesquelles beaucoup de porteurs de projets se précipitent pour pouvoir lancer leur étude de faisabilité ; on peut parler du dispositif BRASERO de la SOWECSOM qui permet de booster l'investissement citoyen et la capitalisation des coopératives citoyennes... Il y a des choses intéressantes qui se mettent en place et qui permettent vraiment de soutenir, impulser des projets par les citoyens, par les entrepreneurs sociaux. Ça, il faut le souligner.

Marc Moura

En 2011, on a pu démarrer le Comptoir des Ressources Créatives grâce à un emploi temps plein qui nous a été octroyé, et cela grâce à l'accompagnement de l'agence-conseil Propage-s. Cinq ans après, on constate encore énormément de travail bénévole malgré bien sûr, l'efficacité de ce travailleur rémunéré. Or, on sait, pour le voir dans les milieux artistiques, qu'à un moment, cet investissement bénévole s'épuise. Les gens donnent beaucoup d'énergie parce qu'ils croient au projet, mais à un moment, ils sont rattrapés par les nécessités du quotidien. Comme tout le monde, ils sont contraints de «passer du temps à gagner leur vie», pour le dire très simplement, ou ce qui est l'autre face de la pièce, ils sont fatigués de consacrer leur temps dans une initiative qui ne leur permet pas de générer des revenus et d'en vivre.

Face à ce constat, il était très important, pour stabiliser l'activité, de parvenir à obtenir des moyens qui nous permettent d'engager une seconde personne à temps plein grâce à un subside ou une aide à l'emploi. La difficulté liée au travail bénévole, c'est qu'il ne permet pas facilement de garantir un développement du projet sur la durée.

Yvonick Thiriart

En tant qu'EFT, on est soutenu par la Région Wallonne. On est subsidié à l'heure de formation. Donc, c'est un statut assez spécial : on a un quota d'heures de formation à donner par an, on est payé en fonction de ce quota. Ce sont mes collègues de l'administratif qui s'occupent des contacts avec le pouvoir subsidiant.

De temps en temps, on rentre des offres dans le cadre d'appels à projets notamment du Forem, qui nous permettent d'avoir un peu de rentrées financières et on a parfois un peu plus de stagiaires à ce moment-là et on peut faire plus de travail sur les terres. Maintenant, au niveau des subsides, c'est sûr que pour le moment, au niveau économique, ce n'est pas évident. On parle beaucoup d'austérité, donc au niveau du long terme, c'est toujours difficile de savoir si on va garder des subsides tels quels ou si on va nous diminuer ou pas ces soutiens. C'est aussi une des questions que le Conseil d'Administration se pose. On essaye donc d'être un maximum autonome au niveau financier, grâce à la vente et aux missions de parcs et jardins.

Quelles sont les «bémols» possibles de l'économie sociale, des coopératives ?

Bruno Frère

Sociologue, chercheur qualifié FNRS

La critique que je vois venir de l'extérieur, c'est-à-dire, par des tenants du modèle économique capitaliste, c'est de pointer ces initiatives alternatives en indiquant qu'elles emploient principalement des travailleurs bénévoles. Ces initiatives sont portées et mises sur pied en partie grâce à des budgets publics mais également grâce à des bénévoles militants qui ne vont jamais rechigner à consacrer des heures et des journées de travail entières non rémunérées pour les mettre sur pied.

L'économie sociale va devoir continuer à affronter à l'échelon européen, une économie mondialisée, privatisée, qui sans cesse va la ramener à la concurrence censément déloyale qui est la sienne et au fait qu'elle ne respecte pas les règles du marché.

C'est déjà pour cette raison-là que les plus grosses mutuelles et les plus grosses coopératives se sont normalisées ces cinquante dernières années. Elles n'ont pas eu d'autre choix à un moment donné que de s'adapter à l'environnement capitaliste qui était le leur, et de jouer avec les normes et les règles du marché concurrentiel. C'est flagrant dans le secteur des assurances et des mutuelles.

Heureusement, aujourd'hui de ce côté-là ça bouge aussi, on a des décideurs à la tête des mutuelles ou des gros réseaux coopératifs comme par exemple des sociétés coopératives, les SCOOP en France, des personnes qui se disent «on est peut-être allé trop loin, on a peut-être perdu ce qui faisait notre spécificité mutuelliste et coopérativiste du début, on va aller voir du côté de ces petites initiatives locales, dans les micro-coopératives qui financent le redéveloppement d'une paysannerie locale et autogérée, le redéveloppement de toute une série d'initiatives économiques. On va aller voir ce qui se passe de ce côté-là pour se ressourcer et essayer de retrouver d'une certaine manière nos propres racines historiques». Je pense donc qu'on peut nourrir une certaine forme d'espoir puisque tout doucement, même au niveau européen, les choses changent.

RESSOURCES POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

PUBLICATIONS PÉDAGOGIQUES DU C.D.G.A.I.

Baiwir Jeanine, Lemable Alain, Muyschondt Marie-Anne, (2012), SRAM, *Exercice : Réunion-discussion sur les stéréotypes liés aux secteurs associatifs et marchands*, Collection Mobilisations sociales, C.D.G.A.I..

Delouée Sylvain, Birot Thaïs (2015), *Satisfaction au travail et conflits de valeurs*, Collection Travail en action, C.D.G.A.I..

Jeanmart Gaëlle, Philocité, (2013), *L'émancipation, regards croisés de trois philosophes. Aristote, Rousseau, Rancière*, Collection Méthodologie, C.D.G.A.I.

Jeanmart Gaëlle, Philocité, (2012), *Le travail comme police sociale*, Collection Travail en action, C.D.G.A.I.

Moens François, (2015), *Accompagner des projets en économie sociale*, Collection Travail en action, C.D.G.A.I.

Ouraga Jessica, (2014), *Chômeurs ou chômage ?*, Collection Travail en action, C.D.G.A.I.

Ouraga Jessica, (2011), *Souffrance au travail*, Collection Travail en action, C.D.G.A.I.

Stéveny Cloé, (2015), *Chacun pour soi ou tous ensemble, il faut choisir !*, Collection Travail en action, C.D.G.A.I.

SITES INTERNET DES INTERVENANTS DE LA PUBLICATION

Compagnons de la Terre
<http://www.cdlt.be/>

Comptoir des Ressources Créatives
<http://www.comptoirdesressourcescreatives.be/>

Dynamo coop
<http://www.dynamocoop.be/>

La Bourrache
<http://www.labourrache.org/>

Propage-s, agence conseil en économie sociale
<http://www.propage-s.be/>

SOWEC SOM, Société Wallonne d'économie sociale
<http://www.sowecsom.be/>

SITES INTERNET DES STRUCTURES SPÉCIALISÉES EN ÉCONOMIE SOCIALE

Agences-conseils en Économie Sociale
http://economie.wallonie.be/Dvlp_Economique/Economie_sociale/Agences_conseil.html

Centre d'Économie Sociale de l'Ulg
http://www.ces.ulg.ac.be/fr_FR/a-propos-du-ces/missions

CIRIEC (Centre International de Recherches et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative) est une organisation scientifique internationale non gouvernementale)
<http://www.ciriec.ulg.ac.be/>

CIRTES (Centre Interdisciplinaire de Recherche Travail, État et Société)

<http://www.uclouvain.be/cirtes.html>
ConcertES, plate-forme de concertation des organisations
représentatives de l'économie sociale
<http://concertes.be/>

Conseil wallon de l'Économie sociale (CWES)
<http://www.cesw.be/>

Décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale
http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/article_body.pl?language=fr&caller=summary&pub_date=08-12-31&numac=2008204798

Direction de l'Économie sociale – Wallonie
http://economie.wallonie.be/Dvlp_Economique/Economie_sociale/Presentation.html

Econosoc.be, le carrefour de l'économie sociale
<http://econosoc.be/?rub=services&page=federations>

FOPES (Faculté ouverte de politique économique et sociale de l'UCL)
<https://www.uclouvain.be/283101.html>

L'Observatoire de l'Économie Sociale
<http://www.observatoire-es.be/>

SAW-B
<http://www.saw-b.be/spip/>

S.R.I.W. (Société Régionale d'Investissement de Wallonie)
<http://www.sriw.be/fr/>

AGENCES-CONSEILS EN ÉCONOMIE SOCIALE

AGES, <http://www.creation-projet.be/>

CREDAL CONSEIL, <http://www.pointexpertises.be/fr> et <http://www.credal.be/conseil-associations>

PROGRESS, <http://www.agenceprogress.be/%C3%A0-propos/%C3%A9conomie-sociale>

FEBECOOP, <http://febecoop.be/fr/conseil/>

SAW-B, www.saw-b.be

SYNECO, <http://www.syneco.be/page/agrement-agence-conseil-en-economie-sociale>

PROPAGE-S ASBL, <http://www.propage-s.be/>

SITES INTERNET DES FÉDÉRATIONS ACTIVES EN ÉCONOMIE SOCIALE

Source : Ecosoc.be

ConcertES ASBL

ConcertES est la plate-forme de concertation de l'ensemble des organisations représentatives de l'économie sociale en Région wallonne et à Bruxelles. Elle a pour buts de représenter, défendre et promouvoir l'économie sociale.

Depuis le 5 février 2009, ConcertES est désignée «organisation représentative des entreprises de l'économie sociale» par le Gouvernement wallon. Cette désignation s'inscrit dans le cadre du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. ConcertES est ainsi chargée de la représentation des entreprises d'économie sociale auprès du Gouvernement, du Conseil wallon de l'Économie sociale et de toute autre instance de coordination des politiques économiques et sociales.

www.concertes.be

ACFI

Action coordonnée de formation et d'insertion

www.acfi.be.

AID

Le réseau AID fédère des initiatives d'économie sociale d'insertion reconnues ou en phase de reconnaissance (OISP, EFT, AFT, EI, ILDE...) en Wallonie et à Bruxelles.

www.aid-com.be

ALEAP

Fédération pluraliste d'EFT et d'OISP agréées par la RW et exerçant des activités d'éducation, de formation, d'insertion et de développement personnel auprès d'adultes en situation d'exclusion sociale et professionnelle en raison de leur manque de qualification et/ou de leur situation sociale

www.aleap.be

APACES

Fédération wallonne des Agences-Conseil en économie sociale

www.apaces.be

ATOUT EI

Fédération wallonne intersectorielle pluraliste représentative des entreprises d'insertion.

Une structure unique pour représenter, défendre et informer les entreprises d'insertion.

www.atoutei.be

Belgian Fair Trade Federation (BFTF) (new 10/2010)

Cette fédération rassemble les acteurs qui choisissent d'appliquer les standards développés par la WFTO (World Fair Trade Organisation) et qui réalisent la plus grande part de leur chiffre d'affaires en respectant ces standards.

La fédération remplit plusieurs missions : soutenir le développement de ses membres, représenter le secteur, encourager les entreprises désireuses de s'orienter vers le commerce équitable et mettre en valeur les entreprises qui posent ces choix difficiles.

www.bfff.be

CAIPS

L'association a pour but social de défendre et de promouvoir les activités d'insertion sociale et/ou socioprofessionnelle, ainsi que l'économie sociale. Elle regroupe des associations, des centres publics d'action sociale et des sociétés à finalité sociale développant ou soutenant des actions d'insertion sociale ou socioprofessionnelle, ou intervenant dans le champ de l'économie sociale dont les EFT, OISP, EI, les services d'insertion sociale ou toute organisation représentative

www.caips.be

CECOP

Confédération européenne des coopératives de travail associé, des coopératives sociales et des entreprises sociales et participatives

www.coopseurope.coop

COOPAC

COOPAC.be est un GIE qui rassemble les coopératives d'activités belges ; elle est membre du Réseau européen «Coopérer pour entreprendre».

www.coopac.be

EWETA

Entente Wallonne des Entreprises de Travail Adapté

www.eweta.be

FEBECOOP

Fédération belge de l'économie sociale et coopérative

www.febecoop.be

www.febecoopacw.be

FEBISP

Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale d'insertion

www.febisp.be

FEBRAP

Fédération Bruxelloise des Entreprises de Travail Adapté asbl

www.febrap.be

FLORA

Réseau d'expertise sur le genre, la durabilité et l'économie solidaire

www.florainfo.be

GENDERATWORK

Consulting, training & coaching dans la diversité - Bureau-conseil gendermainstreaming

www.genderatwork.be

INTERFEDE

L'Interfédération des EFT – OISP asbl promeut les actions des Entreprises de Formation par le Travail et des Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle. Elle effectue à cette fin des missions d'information, de formation et de conseil dans les domaines économiques, sociaux et pédagogiques.

www.interfedeb.be

LIRE ET ECRIRE

Mouvement d'Éducation permanente qui a pour objectif le développement de l'alphabétisation en Communauté française. L'association se compose de trois structures de coordination et de 14 entités régionales et locales

www.lire-et-ecrire.be

RES (RESEAU D'ENTREPRISES SOCIALES)

Le Réseau Entreprises Sociales est un réseau pluraliste composé d'entreprises wallonnes qui visent la création d'emplois durables en offrant la possibilité à leurs travailleurs d'initier une démarche de reconquête de citoyenneté.

www.resasbl.be

RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF

Fort de plus de 90 membres issus du monde associatif et institutionnel, le Réseau Financement Alternatif applique sa devise «ensemble, changeons la finance» afin de contribuer à une société plus juste et plus responsable.

www.financite.be

RESSOURCES asbl

Fédération des entreprises d'économie sociale actives dans la réduction des déchets par la récupération, la réutilisation et la valorisation des ressources.

www.res-sources.be

www.solid-r.be

SAW-B

Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, est un mouvement pour l'alternative économique et sociale.

Son offre de services se répartit entre 3 pôles d'actions :

Fédération : Lobbying, représentation du secteur, publication de l'ES-Infos - la newsletter de l'économie sociale-, interventions techniques au niveau législatif, expertise dans les marchés publics et les clauses sociales.

Agence-conseil : Accompagnement et développement de projets en économie sociale –business plan, recherche de financements, études de marchés, rédaction de statuts, aide à la gouvernance, services graphiques et de communication, etc.

Éducation permanente : publication d'études et d'analyses sur des thématiques liées à l'économie sociale, organisation de conférences, de débats, animations en interne des entreprises, sensibilisation à l'économie sociale...

www.saw-b.be

SYNECO

En mettant son savoir-faire à la disposition des organisations de l'économie sociale, Syneco veut contribuer à l'amélioration du professionnalisme du secteur.

www.syneco.be

CALIF

Calif n'est pas à proprement parler une fédération, mais une coordination pluraliste qui organise des formations pour les travailleurs des secteurs de l'insertion sociale et professionnelle. C'est également un Centre de Ressources Pédagogiques.

www.calif.be

AU NIVEAU INTERNATIONAL

ENSIE

Depuis plusieurs années, des échanges entre réseaux nationaux et régionaux d'entreprises sociales et d'insertion ont permis de repérer les fondamentaux communs à ces initiatives au sein de différents pays de la communauté européenne.

Le ENSIE se fixe comme objectif au sein de l'Union européenne de représenter, soutenir et développer des réseaux et fédérations d'entreprises sociales d'insertion en Europe..

www.ensie.org

REVUES DISPONIBLES AU CENTRE DE RESSOURCES DU C.D.G.A.I.

Thématiques associées

Revue Connexions, Ramonville-Saint-Agne, éditions érès

N° 77, (2002), «Association 1901 et économie sociale, cent ans après», Ramonville-Saint-Agne, éditions érès

N° 91, (2009), «Management et contrôle social»

N° 97, (2012), «L'hypermodernité en question»

N° 100, (2013), «Temporalités déréglées, dispositifs en souffrance»

N° 101, (2014), «Processus de décision entre rationalité et rationalisation»

N° 103, (2015), «Les risques psychosociaux en questions»

**Revue internationale de psychosociologie, Paris, Editions
ESKRA**

Volume XI – N°24, Printemps 2005, «Subjectivité et travail»

Volume XIII – N°31, Hiver 2007, «L'esprit d'entreprise»

Volume XIV – N°33, Printemps 2008, «Les représentations
entrepreneuriales»

Volume XIV – N°33, Été 2008, «La responsabilité sociale de
l'entreprise»

LIVRES

Clot, Yves, (2008), *Travail et pouvoir d'agir*, Paris, PUF (Presses
Universitaires de France).

Frère, Bruno, (2012), *L'économie sociale et solidaire : béquille
du capitalisme ?*, Paris, Textuel.

St-Arnaud, Yves, (2003), *L'interaction professionnelle :
Efficacité et coopération*, Montréal, Les presses de l'université
de Montréal.

Cette publication donne la parole à des porteurs d'initiatives en économie sociale, engagés dans la mise en œuvre d'alternatives à diverses problématiques sociétales. Que ce soit au niveau alimentaire, environnemental, économique, organisationnel, artistique, démocratique, ces tentatives mobilisent des travailleurs rémunérés ou bénévoles, dans des formules de travail fondées sur le fonctionnement collaboratif et contributif, la recherche de sens, la démocratie participative, l'articulation entre des initiatives citoyennes et les politiques publiques... plutôt que sur la compétition, la primauté au profit, l'individualisme, le désinvestissement de l'État, qui constituent le modèle dominant.

Elle est associée à un documentaire visible sur cdgai-tv.

Des interviews de personnes-ressources complètent cette balade exploratoire en éclairant les fondements et enjeux principaux qui traversent les différents projets de l'économie sociale, tout en rappelant leur grande diversité.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

ISBN 978-2-39024-085-3



9 782390 240853